

Le premier ministre Lougheed s'est engagé dans une voie plutôt périlleuse. Bien des gens de l'Ouest parlent d'aliénation et de séparation. En effet, on y compte déjà un certain nombre d'organismes qui se disent voués à la séparation. Ce sont les conservateurs de l'Ouest qui ont ces mots de séparation à la bouche, et certes pas les gens d'autres appartenances politiques. En Saskatchewan, deux conservateurs ont tenté de mettre sur pied un parti. L'Ouest et la Saskatchewan se séparent du Canada pour se joindre aux États-Unis. Ils n'ont recueilli presque aucun appui. On ne les a pas pris trop au sérieux. D'autres peuvent se proclamer séparatistes et faire l'apologie de la séparation devant les foules, mais tout cela durera peu.

Le premier ministre Blakeney n'a pas exposé clairement sa position sur la constitution. Il semble être en faveur de l'alignement des prix pétroliers sur les cours mondiaux. Il a déclaré dans des messages publicitaires diffusés par son parti que le gouvernement fédéral de Trudeau pillait les ressources de la Saskatchewan, mais le budget n'a pas été si mauvais pour la Saskatchewan, et même de son propre point de vue je croirais. La taxe à l'exportation applicable aux exportations de pétrole de la Saskatchewan a été réduite de moitié, et le gouvernement de la Saskatchewan touchera grâce à cette mesure des recettes additionnelles de quelque 200 millions de dollars. Le gouvernement fédéral s'est dit prêt à contribuer avec la Saskatchewan à la construction d'une raffinerie d'un coût total de un milliard pour traiter le pétrole lourd. Voilà qui démontre à mon avis que le premier ministre et le gouvernement actuel se soucient du bien-être des citoyens de la Saskatchewan dans le cadre de la politique énergétique globale.

Je ne m'inquiète pas énormément de ce prétendu mouvement séparatiste dans l'Ouest ni de quelque autre mouvement dit séparatiste d'ailleurs. Je ne pense pas qu'ils constituent une menace sérieuse pour le Canada. Je pense que c'est un phénomène éphémère. Comme tout bon Canadien, j'ai été troublé quand on a prôné le séparatisme au Québec, mais j'ai été très heureux que les Canadiens du Québec votent non au référendum. Je suis tout à fait convaincu que le point tournant de la campagne référendaire s'est produit quand le premier ministre du Canada, le très honorable Pierre Elliott Trudeau, s'est joint à la campagne avec le concours de ses adjoints à la Chambre des communes et le plein appui du parti libéral et de certains autres partis du Québec. Il a réussi ainsi à faire pencher la balance en faveur du non.

**Le sénateur Frith:** Il y avait aussi des sénateurs de tous les partis.

**Le sénateur Argue:** Il y avait aussi des sénateurs de tous les partis. Je ne veux oublier personne. Bien des Canadiens ont fait leur part et se sont énormément dévoués.

A titre de Canadien de l'Ouest, de libéral et de membre du caucus, j'ai vu le premier ministre du Canada à l'œuvre partout, y compris au cabinet, et je suis convaincu qu'il tient tout autant à ce que l'Ouest continue à faire partie d'un Canada uni qu'à ce que le Québec continue à en faire partie. Selon moi, la politique énergétique nationale est à l'avantage de tous les Canadiens.

Bien entendu, il est impossible de promouvoir une politique énergétique qui accorde une partie des recettes au gouvernement fédéral—et je n'entends personne affirmer que le gouver-

nement fédéral ne devrait pas recevoir une partie de ces recettes—sans provoquer certains arguments. Il y aura certainement des divergences d'opinions, mais, à mon avis, la politique énergétique du gouvernement réparti de façon raisonnable les recettes produits par l'industrie.

Les chiffres que j'utilise ne sont pas nouveaux, mais ils sont exacts. Jusqu'ici, l'industrie pétrolière obtenait environ 45 p. 100 des recettes, les gouvernements provinciaux 45 p. 100 et le gouvernement fédéral 10 p. 100. Selon la politique annoncée, la part des gouvernements provinciaux sera ramenée de 45 à 43 p. 100; la part du gouvernement fédéral passera de 10 à 24 p. 100; et celle de l'industrie tombera de 45 à 33 p. 100. Selon moi, nous ne devons pas supposer que l'industrie pétrolière sera amoindrie et incapable de fonctionner à cause de cette politique. Vu toutes les prévisions qui ont été faites, je suis convaincu que l'industrie pétrolière va pouvoir s'épanouir au Canada et qu'elle continuera pendant encore quelques années à être contrôlée à plus de 50 p. 100 par des investisseurs étrangers.

A titre de Canadien, je pense que cette industrie essentielle devrait être canadienne et que les Canadiens doivent y jouer un plus grand rôle. Je ne suis pas d'accord avec la façon dont les recettes de l'industrie sont partagées à l'heure actuelle. L'année dernière, les recettes produites par l'industrie contrôlée par des étrangers s'élevaient à 6.151 milliards de dollars et les recettes produites par l'industrie pétrolière et gazière appartenant à des Canadiens s'élevaient à 1.608 milliard de dollars, ce qui veut dire que les investisseurs étrangers contrôlaient à ce moment-là 72 p. 100 de l'industrie pétrolière et gazière du Canada. Le gouvernement tient à rétablir l'équilibre.

On entend les milieux pétroliers proclamer à cor et à cri qu'ils doivent pouvoir attirer d'énormes capitaux et qu'ils ont besoin de se tourner vers les capitaux étrangers pour développer notre industrie, et pourtant, loin d'attirer des capitaux étrangers, l'industrie du gaz et du pétrole a été une exportatrice de capitaux depuis 1974. Elle a enregistré des sorties nettes de capitaux de 2.1 milliards de dollars entre 1975 et 1979. Une partie de ces sorties représentait des retraits de capitaux de la part d'investisseurs étrangers, une autre représentait de nouveaux investissements faits à l'étranger par des sociétés canadiennes. Si l'on ajoute à ce total, les paiements de dividendes et d'intérêts, la sortie totale au cours de cette période de 1975 à 1979 s'établit à environ 3.7 milliards de dollars. Les dividendes sont passés de 200 millions de dollars en 1973 à 600 millions en 1979. En outre, les compagnies-mères étrangères ont reçu des redevances pour leurs services technologiques, leurs services d'exploitation et de gestion.

● (1540)

L'industrie a donc bien réussi. Elle a exporté des capitaux du Canada. Je suis l'un de ceux qui croient que les Canadiens sont en mesure de fournir de plus en plus les investissements nécessaires à l'industrie pétrolière, afin que la part de propriété des Canadiens atteigne l'objectif de 50 p. 100. C'est un objectif raisonnable qui peut, je crois, être atteint.